Doubinine Y. Une étude de cas : la négociation entre la Russie et l'Ukraine sur les armes nucléaires / Y. Doubinine // Pratique de la Négociation. – Paris, 2004. – P. 61-114.

Опубликовано в книге
«PRATIQUE DE LA NEGOCIATION» Paris 2004. Pp. 61 – 114.

Ю.В. Дубинин

UNE ETUDE DE CAS: LA NEGOCIATION ENTRE LA RUSSIE ET L' UKRAINE SUR LES ARMES NUCLEAIRES

Une négociation? Qu'est ce que c'est? Un mot noble de consonance. Une notion qui nous vient dès profondeurs des siècles. En fait, - quelque chose qui nous accompagne presque toujours dans notre vie quotidienne. Une action qui engage la responsabilité, qui exige un effort, un esprit d'imagination. Une science, un art . Un plaisir enfin. Un jour dans un pays oriental j'ai demandé le prix d'un article de valeur et je m`apprêtais à le payer tel qu' il a été nommé par le vendeur lorsque j'ai aperçu une ombre de déception sur son visage : apparemment une telle attitude de ma part l'aurait privé d' un certain délice , d`une compétition oratoire nuancée autour d'une tasse du thé. Il était bien pret à entrer dans une sorte de négociation.

Pour la diplomatie la négociation c'est sans doute l' âme même de la profession, dans une grande mesure sa raison d`être Les définitions ne manquent pas. On dit, par exemple, que c'est une action dont l`objectif est de mettre en équilibre, en harmonie les intérêts des parties, c'est à dire les intérêts des Etats participant dans une telle entreprise. Je crois qu'on pourrait accepter cette définition, comme une base de départ .

Une négociation diplomatique - c'est presque toujours un processus laborieux, surtout lorsque les problèmes à résoudre touchent aux intérêts nationaux profonds ou sont d`une importance globale. Les négociations avec L`Ukraine en question étaient tout à fait de cette catégorie.

Il s'agissait donc, de l'adhésion de l'Ukraine au Traité sur la non prolifération des armes nucléaires.

L'origine du problème est bien connu . Après la liquidation de L'Union Soviétique son arsénal nucléaire s'est trouvé dispersé dans trois Etats indépendants en dehors de la Russie. C'étaient : l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan. Si la Russie a été tout de suite reconnue comme héritière du statut de la puissance nucléaire de l'Union Soviétique, les problèmes découlant de la présence de l'armement nucléaire soviétique sur le territoire de trois autres Etats mentionnés étaient à résoudre.

Quels étaient ces problèmes ?

Tout d'abord le sort même de l'armement nucléaire . Etait-ce un problème important ? Jugez vous-même : l'arsenal nucléaire sur le territoire ukrainien dépassait celui de la France, de la Grande Bretagne et de la République Populaire Chinoise prises ensemble.

Un autre problème – celui du désarmement nucléaire. Quelques mois avant la liquidation de L'Union Soviétique, l' URSS et les Etat-Unis avaient signé le Traité START sur la réduction des armements stratégiques – premier traité de ce genre dans l'histoire ; traité,

qui est resté non ratifié .

Au début de 1993 la Russie et les Etats – Unis ont signé un autre traité, encore plus important, sur la réduction des armements stratégiques, appelé START -2 . Mais il est devenu lui aussi l'otage de la ratification du premier traité START. Donc, le début même du processus de la réduction des armements stratégiques nucléaires était suspendu.

Un troisième problème - l'adhésion de trois Etats énumérés au Traité sur la non – prolifération des armes nucléaires – problème d'autant plus important qu'une conférence internationale consacrée à la prolongation du TNP devait avoir lieu au printemps de 1995 .

La solution de tous ces problèmes avec la Biélorussie et le Kazakhstan n'a pas présenté de difficultés. La situation avec l'Ukraine au début ne semblait guère présenter des difficultés . Et ceci pour les raisons suivantes.

- La Déclaration proclamant la souveraineté d'Etat de l'Ukraine adoptée par le Soviet Suprême de cette république le 16 juillet 1990 «annonçait solennellement son intention de devenir dans l`avenir un Etat neutre, n`adhérant à aucun bloc militaire et fidèle « à trois principes non nucléaires : ne pas accepter, ne pas fabriquer et ne pas acquérir les armes nucléaires.»

- Le Protocole de Lisbonne du 23 mai 1992 (grâce à ce document l'Ukraine, le Kazakhstan et la Biélorussie, ainsi que la Russie et les Etats–Unis, sont devenus participants au Traité START) dans son article 5 a scellé l'engagement de l'Ukraine d'adhérer « le plutôt possible au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en tant qu'un Etat non nucléaire... ».

- Dans le cadre des accords de Lisbonne l'Ukraine a garanti «la liquidation de toutes les armes nucléaires, y compris les armes stratégiques offensives, déployées sur son territoire » .

- L'Ukraine a déclaré que «le droit et le fardeau de posséder les armes nucléaires de l'ex-URSS avec un consentement direct de la part de l'Ukraine ont été laissés exclusivement à la Fédération de Russie».

- Un accord entre la Russie et L'Ukraine, signé en mai 1992 a stipulé que l'utilisation des charges nucléaires se trouvant sur le territoire ukrainien devait être effectuée en Russie.

- L'Ukraine s'est engagée de démanteler toutes les armes nucléaires se trouvant sur son territoire à la fin de 1994. Jusqu'à là le maintien de ces armes devait être assuré par le personnel spécialisé de la Russie.

Telles étaient les bases de la solution du problème . Or , vers la fin de l'année 1992 les premières difficultés ont commencé à se faire jour . Le problème a été examiné le 15 janvier 1993 à Moscou par les présidents de la Russie et de L'Ukraine . La Russie s'est déclarée prête à donner à l'Ukraine les garanties de sa sécurité avant la ratification du Traité STAR-1 par l'Ukraine et son adhésion au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, les garanties qui entreraient en vigueur après l'adhésion de l'Ukraine à ces traités. Les deux présidents ont décidé d'entamer les négociations en vue de régler toutes les questions liées à la réalisation du Traité START-1,

J'ai été nommée le chef de la délégation de la Fédération de Russie à ces négociations. La délégation ukrainienne a été présidée par Y.Kostenko ministre de l'environnement de l'Ukraine.

Je me rendais bien compte que le problème demandait une solution rapide. C'est pourquoi, j'ai choisi la voie la plus courte et directe qui pouvait nous amener à un accord. Pour

le faire j'ai défini un résultat maximum possible, qui pourrait répondre à toutes les demandes justifiées de l'Ukraine. L`essentiel de cette approche consistait en ceci :

- toutes les charges nucléaires des armes nucléaires stratégiques, déployées sur le territoire de l'Ukraine, devaient être transférées en Russie.

- à la fin de cette opération l'Ukraine devait recevoir un soi-disant «dividende de paix», une sorte de compensation sous forme du combustible pour ses centrales électriques nucléaires en volume équivalent au volume des matériaux fissibles extraits des charges nucléaires, transférées de son territoire.

J'étais convaincu qu'il n'était pas opportun de commencer les négociations à partir des positions rigides pour les assouplir au cours des négociations. J'avais l'intention d`exposer cette position aux Ukrainiens dès le début des négociations pour éviter leur transformation en un marchandage absolument inadmissible de mon point de vue, car il s'agissait d'un problème trop délicat.

Le 26 janvier, les deux délégations se sont rencontrées en Ukraine. Y. Kostenko, ayant pris la parole le premier, a donné lecture d`une déclaration au nom du gouvernement ukrainien. Elle contenait une nouveauté. Cette nouveauté consistait à proclamer le «droit de propriété» de l'Ukraine sur les «charges nucléaires». Or la propriété sur les armes nucléaires est un indice de la « nucléairité » d'un Etat. C'était une première surprise. Y.Kostenko a demandé de ne pas rendre publique cette déclaration, mais cela ne changeait rien quant au fond de choses.

Dans ma réponse j'ai dis que cette déclaration signifiait un changement de l`approche de l'Ukraine aux problèmes des armes nucléaires et l'abandon de ses engagements internationaux. J'ai souligné que pour la part de la Russie, sa participation au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires lui interdisait non seulement d'aider l'Ukraine à changer son statut mais même de participer dans une telle opération.J'ai mis l`accent sur notre programme positif et j'ai ajouté que nous étions naturellement prêts à garantir la sécurité écologique des charges nucléaires sur le territoire de l'Ukraine durant toute la période du transfert de ces charges en Russie. Mais nos collègues ukrainiens ne semblaient guère apprécier cette approche. Bien au contraire, nous avons constaté qu'ils éludaient de parler de la liquidation de toutes les armes nucléaires, déployées sur le territoire ukrainien. Une surprise de plus.

Qu'est que tout cela signifiait ? Une manœuvre de négociations ou quelque-chose de plus sérieux ? Notre deuxième rencontre à Moscou n'a pas éclairci la situation. La réponse est venue de Kiev un peu plus tard. Le 2 juillet 1993 le Soviet Suprême de l'Ukraine a approuvé «Les directions principales de la politique extérieure de l'Ukraine». Ce document stipulait que «l'Ukraine *pouvait* et *devait* devenir une puissance mondiale influente, capable de jouer un rôle de première importance afin d'assurer la stabilité politique et économique en Europe».

Une des conséquences de ce concept a été la modification du principe de neutralité. A ce sujet le document disait: « Que l'intention de l'Ukraine de devenir un Etat neutre n'appartenant à aucun bloc, annoncée il y a quelque temps ne peut pas être considérée comme un obstacle sur la voie de sa participation sans réserve aux structures paneuropéennes. » Parmis ces structures le document nommait L'OTAN. Enfin, ce document proclamait l'Ukraine « propriétaire des armes nucléaires ». Il s'agissait, donc, d`une révision radicale de tout ce qui a été déclaré a ce sujet dans la Déclaration sur la souveraineté de l`Ukraine.

Ainsi a commencé le dérive nucléaire de l'Ukraine. Des actions concrètes ont suivi immédiatement. Quel était l`objectif de ces actions ? Tout d`abord d'assurer un accès physique de l`armée ukrainienne à l`armement nucléaire. Le 3 juillet le ministère de la défense

de l'Ukraine a ordonné l`incorporation des arsenaux nucléaires situés sur le territoire ukrainien à la 43ème Armée de missiles de l'Ukraine avec la prescription de gérer les activités spéciales de ces arsenaux, c'est à dire la supervision et le maintien des charges nucléaires. Jusqu'à ce moment-là ces activités étaient gérés par les spécialistes de la Russie. En résultat, l'Ukraine, comme l'a écrit le chef de l`Etat major de la Russie M.Kalesnikov, a acquis « une capacité de principe de l`emploi de l`armement nucléaire »

Au mois de juillet pendant sa visite aux Etats-Unis le ministre de la défense de l'Ukraine a sondé (sans succès) la possibilité de reconnaissance du «statut nucléaire transitoire» ou la «qualité d'une puissance nucléaire temporaire» de l'Ukraine. Le 30 juillet le président de la Commission du Soviet Suprême de l'Ukraine des affaires étrangères D.Pavlytchko a affirmé, que l'Ukraine devait acquérir «le statut nucléaire partiel». Comme l`estimait M. Kolesnikov « il devenait de plus en évident que les actions pratiquées par la direction ukrainienne se succédaient suivant un schéma bien tracé dans le but de « s'assurer pas a pas un statut nucléaire»

Le problème prenait une dimension globale.

Le 5 août 1993 le gouvernement russe a noté dans une déclaration spéciale qu'il s'agissait de l'instauration du contrôle direct sur les armes nucléaires de la part de l'Ukraine. Il a été souligné que cette politique était grosse de conséquences très sérieuses pour la stabilité et la sécurité internationale, et qu'elle créait un précédent dangereux, qui pouvait être utilisé par les pays se trouvant au seuil de la possession des armes nucléaires.

Quelques jours après la publication de cette déclaration L.Koutchma - il était en ce moment le Premier -ministre de l'Ukraine – est venu à Moscou. Il s'est rencontré avec le chef de notre gouvernement V.Tchernomyrdine. Tout de suite après leur réunion V. Tchernomyrdine m'a dit : « Je viens de proposer à L. Koutchma de vous recevoir à Kiev d`une manière urgente pour continuer les négociations. Koutchma a non seulement accepté, mais il a promis de suivre le déroulement de vos négociations. Combien de temps vous faut-il pour vous préparer à ce voyage?» m`a –t-il demandé.

- Je peux partir demain matin.

- Bonne chance.»

Le 13 août notre délégation était dans la capitale ukrainienne . Cette fois notre partenaire était l'adjoint de L.Koutchma - vice-premier ministre V. Chmarov. Le Ministère des Affaires étrangères était représenté par K.Grischenko (qui est actuellement le ministre des affaires étrangères).

Le travail a tout de suite pris un caractère constructif. Nous avons vite résolu les questions en suspens. Nous sommes tombés d'accord sur l'élimination de <u>toutes</u> les charges nucléaires déployées en Ukraine, sur l'octroi du dividende de paix pour l'Ukraine, Nous avons résolu également les questions du maintien des charges nucléaires . Tout ce qui a été décidé, a été formulé dans les projets de trois documents suivants :

- l'accord sur utilisation des charges nucléaires;

- les principes fondamentaux de l'utilisation des charges nucléaires des forces stratégiques déployées en Ukraine;

- l'accord sur la supervision de l'exploitation des systèmes de missiles stratégiques des forces stratégiques déployées sur le territoire de la Russie et de l'Ukraine .

C'était une percée. Elle s`est produite dans le contexte des soucis internationaux grandissants. Au mois de juillet ce problème a été examiné par B.Eltsine et B.Klinton. Les deux présidents ont décidé de donner aux négociations sur la ratification du Traité START-1

un format tripartite: Russie - Etats-Unis - Ukraine. La première rencontre de travail dans le cadre de cette formule de négociations devait avoir lieu à Londres mi - août, c'est-à-dire quelques jours seulement après notre rencontre à Kiev. Ainsi, nos accord de Kiev étaient survenus juste avant cette rencontre, ce qui leur donnait une importance particulière. J'ai été immédiatement inclus dans la délégation qui partait pour Londres. La délégation était dirigée par le vice- ministre des affaires étrangères G.Mamedov. Les Etats-Unis ont été représentés par le premier adjoint du secrétaire d'Etat S.Talbott.

Une fois arrivés a Londres, nous avons eu une rencontre bilatérale russo-americaine. J'ai informé nos collègues américains des accords acquis a Kiev. Pour S.Talbott c'était une surprise totale. Mais sa réaction m'a étonné. Pourquoi? Les projets d'accords que j'ai apportés à Londres dénouaient touts les nœuds d'un grand problème qui inquiétait les dirigeants de la Russie et des Etats-Unis. Ceci devait susciter sinon la joie, au moins une satisfaction du représentant américain. Mais sa mine n'a reflété rien de pareil. Il s'est limité de me suggérer d'examiner les projets de documents avec les experts de la délégation américaine. Ces experts après avoir décortiqué les documents, sont arrivés à la conclusion qu'effectivement tous les problèmes ont été résolus d' une manière exhaustive et ne demandaient plus ni précisions, ni corrections. Les experts américains étaient plus francs que S.Talbott. Ils m`ont avoué qu'ils ne supposaient même pas que nous pouvions arriver à un accord avec les Ukrainiens sans l`intermédiaire des Americains. Ils m'en ont félicité et, ont remarqué qu'il n'y avait plus rien à discuter en format tripartite à Londres. Peut-être, était cela l'explication de l'attitude réservée de S.Talbott à l'égard de la nouvelle que j'ai apportée à Londres.

L`étape suivante était la rencontre des présidents de la Russie et de l'Ukraine, en Crimée, à Massandre, le 3 septembre.Ils ont approuvé tous les trois projets d'accords que nous avions préparés a Kiev . En plus ils se sont mis d`accord sur le délai du transfert des armes nucléaires du territoire de l'Ukraine en Russie : ce transfert devait être achevé au plus tard 24 mois après la date de la ratification du Traité START-1 par l'Ukraine. Naturellement, il s'agissait du transfert de toutes les armes nucléaires.

Il semblait que le moment de la vérité était proche. C'est peut être pour cette raison que de profondes divergences autour du problème de l'armement nucléaire à l'intérieur de l'Ukraine sont sorties à la surface.

La crise a éclaté pendant la ratification du Traité START-1 au Soviet Suprême de l'Ukraine. Le président L. Kravchouk s'est prononcé en faveur de la ratification. Mais sa proposition n'a pas passé . Le 18 novembre le Soviet Suprême a adopté une résolution intitulée «Sur la ratification du Traité entre l'URSS et les Etats-Unis concernant la réduction et la limitation des armements offensifs stratégiques, et du Protocole annexe signé à Lisbonne. »

Si l'on juge d'après le titre, un grand événement positif s`est produit. Mais hélas ! Le Soviet Suprême a formulé tout un paquet de réserves qui ont dénaturé le sens même des documents susmentionnés. En particulier, il a:

- confirmé la propriété de l'Ukraine sur les armes nucléaires;
- rejeté l'article 5 du Protocole de Lisbonne qui contenait l'engagement de l'Ukraine d'adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ;
- annoncé son intention de ne pas éliminer toutes les armes nucléaires, restées sur le territoire ukrainien, mais de ne le faire qu'avec 36% de missiles porteurs et 42% de charges nucléaires, gardant le reste pour l'Ukraine etc.

La Russie et les Etats-Unis n'ont pas reconnu la décision Soviet Suprême de l'Ukraine comme une ratification.

Le Président ukrainien n'a pas caché son indignation. La non-adhésion de l'Ukraine au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires a été qualifiée par L.Kravtchouk comme «la plus grave erreur politique. Le Soviet Suprême - a précisé L.Kravtcouk , - a assené un coup terrible à la réputation de l'Ukraine, à son prestige international. Nous étions a-t-il ajouté à deux pas du boycott économique et de l'isolation internationale»[1]. L. Kravtchouk a dit :« Je posais la question à mes adversaires (à ceux qui se prononçaient contre le Traité START-1) - contre qui seraient dirigées nos armes? Si on veut modifier les codes des missiles, il faudrait choisir une cible contre laquelle ils devaient être pointés. Supposons que nous trouvons une cible. Quelle serait la réaction, si personne n'a rien pointé contre nous?.. Quelle sera la réaction et l'image de l'Ukraine dans le monde entier?»[2].

La Russie et les Etats Unis étaient convaincus qu'il fallait résoudre le problème des armes nucléaire déployées en l'Ukraine le plus vite possible en élaborant un calendrier précis de leur transfert en Russie. L.Kravtchouk était prêt à le faire.

Le 14 janvier 1994 les Présidents de la Russie, des Etats-Unis et de l`Ukraine ont signé à Moscou les accords tripartites à ce sujet. Ces documents contenaient les engagements clés de l'Ukraine ainsi que l'octroi à l'Ukraine de la part de la Russie et des Etats-Unis des garanties de la sécurité à partir du moment de l'entrée en vigueur du Traité START-1 et l'adhésion de l'Ukraine au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Les Etats-Unis transféraient à la Russie 60 millions de dollars en tant que crédit pour les dépenses liées à l`utilisation des charges stratégiques et pour la fabrication des piles exothermiques pour l'Ukraine. Ce montant devait être déduit des paiements destinés à la Russie dans le cadre du contrat russo- américain concernant la vente aux Etats-Unis de l'uranium enrichi russe. Les résultats de nos négociations à Kiev et de la rencontre à Massandra ont été ainsi approuvés au plus haut niveau par les dirigeants de trois Etats.

En ce qui concernait la réalisation de ces engagements le 11-12 février notre délégation s`est rencontré à Kiev avec la délégation de l'Ukraine. En deux jours nous avons résolu toutes les questions de la mise en oeuvre de ces engagements. Un détail : lors de leurs rencontre à Moscou les trois Présidents ont prévu encore une rencontre tripartite au niveau des experts de la Russie, des Etats-Unis et de l`Ukraine pour préciser les modalités de la réalisation des accords signés. Mais grâce au succès du travail des délégations russe et ukrainiennes à Kiev une telle rencontre n`était plus nécessaire. Tout s`est passé comme avant la rencontre à Londres. Le format tripartite n`a été utilisé que pour la solution de quelques aspects du problème concernant l'élimination des armes nucléaires tactiques. Je n'ai pas pris part à cet exercice.

Le 16 novembre 1994 le Soviet Suprême de l'Ukraine a adopté la loi sur l'adhésion de l'Ukraine au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Le nouveau président de l'Ukraine L.Koutchma a prononcé au Soviet Suprême un discours impressionnant. Il a dit, en particulier, que pour organiser la production des charges nucléaires en Ukraine il fallait investir au moins de 160 à 200 milliards de dollars au cours de dix ans. «Qui des amateurs des jeux nucléaires, - a-t-il demandé, - peut dire à qui peut-on vendre ou hypothéquer tous les biens de l'Ukraine pour, en échange, la faire heureuse avec son propre arsenal nucléaire?»

Son discours était fort . Mais le texte de la loi a été cette fois encore accompagné d'un nombre de réserves dont une répétait : « L'Ukraine est une propriétaire des armes nucléaires qu'elle a héritées de l'ex- URSS ». Le retour à cette prétention, a posé une grande question- en

[1] «La Nezavissimaia Gazeta», 13.01.1994.
[2] De l'interview, donnée A une chaîne de TV, 20.11.1993.

qualité de quel Etat l'Ukraine avait-elle l'intention d'adhérer au Traité sur la non - prolifération : en qualité d'un Etat non nucléaire ou en qualité d'une nouvelle puissance nucléaire.Nous avons demandé Kiev de préciser cette question. Cette demande est restée sans réponse.

L'apogée de la lutte diplomatique a été atteinte à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe au niveau le plus élevé à Budapest. C'est là qu'on a prévu la cérémonie de la déposition par l'Ukraine de la lettre d'adhésion au Traité sur la non - prolifération des armes nucléaires et la signature par la Russie, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Ukraine du Mémorandum sur les garanties de sécurité pour l'Ukraine. La France a signalé aussi qu'elle était prête à offrir les garanties de sécurité à l'Ukraine après son adhésion au TNP en tant qu'un Etat non nucléaire. L'Ukraine avait le choix: soit préciser son statut d'en Etat non nucléaire et recevoir les garanties de sécurité, soit - en cas de refus de le faire - la cérémonie n'aurait pas lieu et le nœud de problèmes liés à l'Ukraine revenait de nouveau sur la table de négociations.

Les négociations sur cette question à la veille de la cérémonie prévue pour le 5 décembre continuaient bien après minuit. Le matin l'Ukraine a transmis une note du ministère des affaires étrangères sur son adhésion au Traité sur la non - prolifération des armes nucléaires en tant qu'un Etat qui « ne possédait pas les armes nucléaires». Ce qui s`est passé après a été décrit par le journal « Les Isvestias» de la façon suivante : « Lorsque le président L.Koutchma a transmis à B. Eltsine, B. Clinton et D. Mager le document sur l`adhésion de son pays au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, la salle où avait lieu la rencontre a émis un grand soupir de soulagement. »

Comme suite à des accords ainsi acquis on a transféré du territoire de l`Ukraine en Russie près de deux mille charges nucléaires stratégiques. En tenant compte de l`armement nucléaire tactique, on a déplacé en Russie près de cinq mille charges nucléaires ce qui a exigé près de 100 convois de chemins de fer. Il s'agissait d`une opération sans précédent en ce qui concerne son envergure et sa complexité.

Le Traité START-1 et le Protocole de Lisbonne ont été complètement réalisés. Cela a contribué à la lutte contre la prolifération des armes nucléaires et a ouvert la voie vers des mesures sans précédant dans le domaine du désarmement nucléaire.

***

Lorsqu'un de mes amis a parcouru mes notes consacrées à ces négociations, il m'a dit : c'est intéressant, mais m' a-t-il demandé n'y avait-il pas au cours de cette longue odyssée diplomatique « quelque chose », un secret, qui a permis d'arriver à un résultat aussi positif.

Et bien, en répondant à cette question je peux dire qu'effectivement il y avait là ce fameux « quelque chose », peut être même un secret si vous voulez . Ce quelque chose, ce secret c'était *le concept,* la stratégie et la tactique d'une négociation. C'est à dire : définition des objectifs, d'un compromis sur la base d'une appréciation des intérets et des possibilités de tous les participants, combinaison des efforts à l'échelle bilatérale et multilatérale à des niveaux différents y compris le plus haut niveau, recours mesuré à la diplomatie publique, bref, l'utilisation de toute la technique profesionnelle appropriée. Ainsi, le secret est maintenant divulgué.

Y.Doubinine
Vice-ministre de affaires étrangères de la Fédération de la Russie (1994-1999)